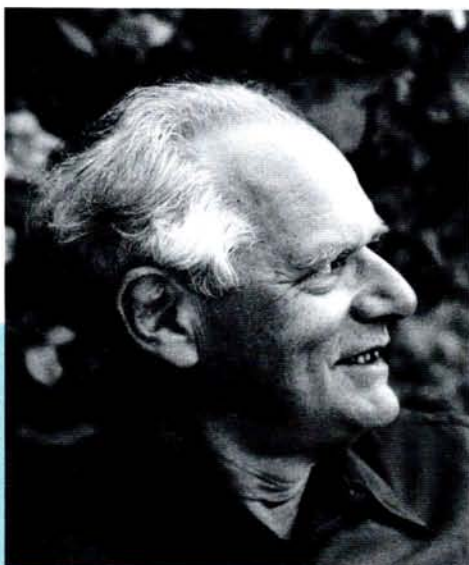


ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT, MARCHÉ : POUR UNE ÉCONOMIE ANTHROPOLOGIQUE

ENTRETIEN AVEC IGNACY SACHS

Ignacy Sachs, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, est très actif dans les conférences internationales sur l'environnement et le développement depuis 1970. Son rôle dans la préparation de la conférence de Rio a été important. Penseur de l'écodéveloppement auquel il assigne des objectifs sociaux dans le respect de la viabilité écologique, il développe une analyse originale du marché, de ses effets sur les styles de vie et sur le devenir de l'environnement. Par son rejet de la notion de dumping social, il anticipe les débats à venir sur le commerce et l'environnement.



Ignacy Sachs

Jacques Weber ■ Vous êtes né en Pologne, avez vécu au Brésil, en Inde et professez en France. Le métissage culturel a-t-il déterminé votre souci permanent de comparatisme et d'interdisciplinarité ?

Le métissage culturel constitue la forme par excellence de l'apprentissage des sciences sociales. J'aimerais élargir la question ; c'est le métissage et le comparatisme ; c'est aussi le sens du relativisme culturel et historique face à tout ce que nous observons autour de nous.

Je ne sais si j'ai le bonheur ou le malheur d'être né en Pologne, appartenant à une famille d'origine juive, quasi-

ment assimilée mais malgré tout consciente, à cause de l'antisémitisme ambiant, de ses origines et n'essayant pas de les nier. Mon premier apprentissage, ce fut ma première journée à l'école primaire. Enfant sans aucune éducation religieuse, les premiers mots que j'entendis à l'école furent : « les catholiques, à droite, les orthodoxes, au centre et les adeptes de la religion judaïque à gauche ». Il s'agissait de nous amener à nos services religieux respectifs, par lesquels l'année scolaire commençait. N'était-ce pas une bonne entrée en matière ?

Les vicissitudes de la guerre m'ont successivement amené à vivre en France, longtemps au Brésil, puis de nouveau en Pologne, puis trois années en Inde, et de nouveau en France. C'est dire que j'ai "roulé ma

bosse" sur tous les continents. Selon moi, le comparatisme et l'interdisciplinarité vont de pair ; la sensibilité à la dimension temporelle d'une part et à la dimension spatiale, au sens d'une anthropologie culturelle d'autre part, a été renforcée par le fait que j'ai eu le bonheur de participer pendant une dizaine d'années à une vie intellectuelle très active à Varsovie, où historiens, sociologues, économistes et anthropologues se côtoyaient constamment. C'était un milieu d'un côté très lié aux *Annales*¹, et par ailleurs passionné par le développement. Ce dialogue entre un historien économiste comme Witold Kula et un jeune spécialiste du développement ne pouvait déboucher que sur le comparatisme et l'interdisciplinarité.

J.W. ■ C'est en Inde que vous soutenez votre thèse...

Oui, d'une façon pleinement consciente. Après quatorze années au Brésil, revenu en Pologne, je me suis d'abord proposé pour travailler sur ce pays, à quoi l'on me répondit que la Pologne était trop pauvre pour s'offrir un chercheur à temps complet sur le Brésil, mais que l'on verrait d'un bon œil que je m'occupe de ce que l'on appelle aujourd'hui le tiers-monde. Je fus ainsi parmi les premiers chercheurs, sinon le premier en Pologne, à m'occuper de façon globale de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Afrique ; et ceci en 1954. Un des premiers ouvrages que j'aie rédigés était une collection de documents sur la conférence de Bandung². Lorsque mon chef, le directeur de l'Institut des relations internationales, fut nommé en 1957

Entretien accordé à Jacques Weber, économiste, directeur de l'unité de recherche « Gestion des ressources renouvelables, environnement » du CIRAD, 45 bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex. Notes et encadré sont de sa seule responsabilité.

ambassadeur à Delhi, il me proposa de le suivre. Je posais trois conditions : je ne deviendrais pas un diplomate professionnel, je resterais en Inde trois années, il me serait permis de m'inscrire à la *Delhi school of economics* pour faire mon doctorat. Mes conditions furent acceptées. Mon sujet se prêtait parfaitement à une comparaison Brésil-Inde-Japon, puisque je travaillais sur les modèles du secteur public dans les pays sous-développés. Je suis allé en Inde, consciemment, pour comparer mon expérience brésilienne avec la réalité indienne. Je suis tenace et je continue à travailler sur la comparaison du Brésil et de l'Inde.

J.W. ■ Vous dites souvent que Michal Kalecki³ fut votre maître. Quelle fut son influence ?

Kalecki, qui fut mon vrai maître à penser, était un économiste qui avait un sens extraordinaire du politique, qu'il avait d'ailleurs introduit dans certaines de ses théories. Je dois à Kalecki d'avoir compris que l'économie ne peut être que politique, que les outils mathématiques ne mènent pas nécessairement à l'économétrie, bien qu'il l'ait pratiquée également ; enfin, et ce sont peut-être les deux leçons essentielles de cette longue collaboration, l'extraordinaire précision de sa pensée et le rapport étroit de cette pensée, présentée sous une forme très abstraite, avec des réalités quotidiennes. Il avait l'habitude de nous dire qu'il n'y avait pas un mot dans ses théories abstraites qui ne réfléchisse une réalité qu'il ait vécue ou observée. Je crois qu'au moment où l'économie se perd dans une vision a-historique, a-topique et, disons-le, antiso-

ciale ; au moment où la finesse et l'ingéniosité des modèles priment sur la véracité et la vérification des hypothèses de départ, cette pensée de Kalecki mérite d'être rappelée. J'ajouterais à ceci, le rôle modeste que ce théoricien pourtant éminent accordait aux outils de la planification et aux aides à la décision. Sa définition de la planification est la plus sobre qu'il m'ait été donné d'entendre : « planifier, c'est penser par variante ». Il lui semblait impossible de tendre vers un optimum lorsque la fonction objective était complexe ; il fallait tout simplement s'efforcer de trouver au travers de la pensée par variante, l'option qui paraissait la moins mauvaise.

ÉCODÉVELOPPEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE

J.W. ■ Vous êtes aujourd'hui connu comme un spécialiste des liens entre environnement et développement, à travers, notamment, le concept d'écodéveloppement. Ce concept d'écodéveloppement, d'où vient-il ?

Un mot tout d'abord sur les événements qui m'ont amené dans cette galère. Le hasard... J'arrivais à Paris en 1968, à l'École des Hautes Études. Pour avoir collaboré à la préparation d'un rapport de l'Unesco sur les tendances principales dans les sciences sociales, j'avais gardé contact avec l'Unesco et le Conseil international des sciences sociales. Son secrétaire général me demanda si j'accepterais de participer à un grand colloque sur les sciences sociales et l'environnement qui se tiendrait en mars 1970, au Japon, à l'occasion de l'inauguration de l'exposition d'Osaka. Le

1. L'école historique française fondée entre autres par M. Bloch et L. Sève est appelée "école des Annales", du titre de la revue *Annales, Sociétés, Civilisations*.

2. Du 18 au 24 avril 1955, la conférence de Bandung réunit pour la première fois de grands leaders des pays nouvellement indépendants, parmi lesquels Nasser, Nehru, Chou En Lai. Elle joua un rôle important pour les mouvements de lutte pour l'indépendance dans les pays colonisés.

3. Michal Kalecki (1899-1970) : économiste Polonais qui a eu une influence majeure sur l'évolution de la pensée économique. Prédécesseur de Keynes, avant qui il conçoit la théorie de la demande effective, il est aussi considéré par beaucoup comme l'initiateur du mouvement "post-kénésien". Économiste mathématicien, il était également très sensible aux aspects non quantifiables de l'économie. Les œuvres complètes de Michal Kalecki ont été traduites et publiées en 3 volumes par Oxford University Press, en 1990 et 1992.

sujet proposé prenait en compte l'environnement dans la planification. Je croyais savoir quelque chose sur la planification ; je ne connaissais pas le mot environnement dont j'ai dû consulter le sens dans un dictionnaire.

Le colloque de Tokyo fut extraordinaire. Shigeto Tsuru, l'éminent économiste japonais, avait réuni des représentants de toutes les sciences sociales et non des moindres : W. Kapp, ce pionnier de la prise en compte des coûts sociaux de l'entreprise privée ; Leontieff⁵ et le sociologue Chombart de Lauwe ; des juristes travaillant déjà sur l'environnement ; Allan Kneese, l'Américain connu pour ce qui était des problèmes de gestion de l'eau. J'ai donc bénéficié d'une éducation de prince. Aussitôt après, nous avons commencé à réfléchir à la mise en route de la conférence des Nations unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972.

En juin 1971, se tenait le séminaire de Founex⁶, qui, pour la première fois au sein d'un organisme international, examinait les rapports entre le développement et l'environnement. Et depuis, je n'ai cessé de collaborer avec, d'abord les organisateurs de Stockholm, puis ceux du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), et tout récemment avec les organisateurs de la conférence de Rio. Ma première impression à Founex est fondamentale ; deux positions extrêmes, aussi inacceptables, étaient présentes. Selon les uns, l'environnement était une invention des pays industrialisés et des classes moyennes pour freiner l'industrialisation des pays pauvres. Pour les autres, il fallait tout de suite arrêter la croissance sous peine de se trouver confrontés, dans des délais très brefs, à cette alternative : mourir par excès de pollution ou par pénurie de ressource. Face à ces deux positions, il nous a semblé nécessaire d'élaborer une voie médiane, revendiquant la nécessité du développement pour des raisons sociales, tout en mettant en garde contre le saccage de la nature, l'utilisation prédatrice des ressources, et qui sommerait les socio-économistes d'introduire dans leur cadre de pensée le concept de "capital de la nature".

Il ne suffisait pas de postuler un tel développement, il fallait en démontrer la pos-

sibilité. Ce problème fut posé à Stockholm. C'est dans le couloir de cette conférence, que son secrétaire général, Maurice Strong, lança le mot d'écodéveloppement, qui dans sa bouche à l'époque, renvoyait aux possibilités assez singulières du développement des îles du Pacifique non encore détruites par la civilisation industrielle. Aussitôt Stockholm fini, nous nous sommes efforcés de donner à ce concept un contenu plus large et plus élaboré. Les années 1972-74 sont, dans ce domaine, une période cruciale ; et l'article que j'ai publié dans les *Annales* en 1974 en fut l'aboutissement⁶. Nous avons affiné notre réflexion sur l'état des villes et des campagnes, sur la spécificité de chaque écosystème, mais il ne me semble pas qu'il y ait eu par la suite de véritable percée.

Le vocabulaire en revanche, s'est modifié, et ce, en raison d'un épisode historique précis : 1974, Cocoyoc, un hôtel cinq étoiles près de Cuernavaca au Mexique, où a lieu un séminaire des Nations unies sur les modes de développement et l'utilisation des ressources, l'environnement et le développement, présidé par Barbara Ward et en présence des chefs de plusieurs organismes internationaux, Commission économique pour l'Amérique latine, représentants de la Banque mondiale et une brochette de chercheurs de tous les continents ainsi qu'une polarisation entre les tiers-mondistes et les représentants des États-Unis (dont Leontieff) et de l'URSS pour essayer de freiner les tiers-mondistes. Discussions extrêmement animées ; sept ou neuf projets de résolution finale en trois jours ; et pour la dernière demi-journée, la participation du président du Mexique, Echeverria. Je pense que la résolution de Cocoyoc est le document le plus radical qui ait jamais été fait au sein des Nations unies, puisqu'il parle du sous-développement et du sur-développement – nous sommes en 1974 – et énonce clairement un programme d'écodéveloppement. Le président Echeverria souscrivit aux résolutions de Cocoyoc et les reprit entièrement à son compte. Comme il était accompagné de 180 journalistes et représentants de télévisions, le lendemain, la déclaration de Cocoyoc figurait en première page de tous les journaux

mexicains. Or, quelques jours plus tard, le chef de la diplomatie nord-américaine Henry Kissinger manifesta sa désapprobation dans un télégramme envoyé au directeur du Pnue. Il fallait au moins changer le vocabulaire. Le mot d'écodéveloppement était pour un certain temps banni. Cet épisode n'est pas sans importance quant à la naissance du *sustainable development*, qui sonne mieux aux oreilles anglo-saxonnes, et laisse entendre que l'on parle d'autre chose, sans en réalité s'éloigner du contenu du concept d'écodéveloppement. Ce terme rappelle certains travaux des années cinquante en biologie, et déjà pour une oreille d'économiste il se confond, sans s'identifier, à la terminologie de Rostow sur la *self sustained growth*⁷. Je suis persuadé que cette confusion entre *self sustained growth* et *sustainable development* est d'autant plus sensible qu'on est moins au fait de la sémantique des sciences économiques.

C'est un concept ambigu à plusieurs égards. Parle-t-il uniquement de conditions de durabilité écologique ? Englobe-t-il les conditions sociales et culturelles, économiques, politiques et écologiques ? Estimant que se battre pour un mot n'a jamais grand sens et risque d'égarer les contenus, j'ai moi-même commencé à écrire sur le *sustainable development*, en lui donnant toutefois un contenu large. Je crains cependant que, pour la plupart de ses utilisateurs, sa signification se limite à des conditions écologiques à respecter.

J.W. ■ Venons-en à la biodiversité et à sa place dans l'économie de l'environnement. Il s'agit de la diversité du monde vivant, quand l'environnement semble souvent réduit à trois mots clés : énergie, pollution, effet de serre. Le monde vivant – la biosphère – est beaucoup étudié à travers des flux d'énergie, de matière et d'information et très peu en termes de ressources renouvelables. Une telle réduction autorise l'analyse du vivant en recourant à la thermodynamique, plutôt qu'à la dynamique des populations et des peuplements. Mais n'est-ce pas faire l'impasse sur les questions de fond que pose la gestion des écosystèmes, gestion dont dépend à la fois l'avenir de nos sociétés et celui de l'environnement global ?

Je l'ai très nettement ressenti en lisant Georgescu-Roegen⁸ dont le grand mérite a été

de montrer qu'il faut réintroduire le substrat physique aux phénomènes sociaux, et sortir de ce postulat du XIX^e siècle qui faisait dire à Marx que seule importe la valeur d'usage, et non son contenu parce que c'est un problème de mercatologie, et qui faisait dire à Durkheim que le fait social ne s'explique que par le fait social. Le mérite de Georgescu-Roegen – souligner le problème de l'interaction du social et du physique – est également sa limite ; à tout ramener aux flux énergétiques on débouche sur une comptabilité énergétique qui est une parodie de la comptabilité en dollars, utilisant des calories au lieu de cents.

La comptabilité énergétique me sert lorsque je compare deux ou trois variantes d'un projet ou des variantes de production d'un même produit ; mais à qui me fait remarquer qu'il y a plus de calories de pétrole à l'entrée de la production du lait que dans le lait, je recommande un verre de pétrole au petit déjeuner. Dans l'absolu, affirmer qu'il y a plus d'énergie à l'entrée qu'à la sortie, c'est oublier la définition du travail. Face au problème des flux d'énergie, nous avons assisté à un mouvement réductionniste qui a débuté avec l'ouvrage de Georgescu-Roegen et dont le courant dominant de l'économie écologique ne s'est pas libéré.

Il m'apparaît en outre que la dimension temporelle introduite par Georgescu-Roegen est bien trop longue. Considérer l'entropie du système de l'univers dans quelques milliards d'années, n'est pas le temps qui opérationnellement m'intéresse. D'autre part je pense que l'on joue beaucoup trop sur un calcul qui à ma connaissance n'a jamais été vérifié – j'ai posé cette question aux gens de la Banque mondiale, y compris H. Daly⁹. Tout le monde cite Vitoušek¹⁰ sur l'accroissement de la proportion de la biomasse que l'homme s'approprie, mais personne n'a jamais vérifié les hypothèses et les données de ce calcul qui circule parmi les théoriciens de l'économie écologique pour créer une atmosphère de catastrophisme. Il y a là une faiblesse notoire de l'économie de l'environnement : elle

s'appuie dans ses raisonnements sur un petit nombre d'hypothèses qui n'ont pas été soumises à un débat sérieux pour ce qui est des hypothèses de base, des méthodes de calcul, etc. On s'approprie un résultat qui développe une vie autonome.

J.W. ■ Pour de nombreuses personnes, il semble que le développement durable soit compris comme la nécessité, soit de préserver des équilibres écologiques, soit de les restaurer. Quelle est votre opinion ?

Au moment où l'écologie devient une science, une histoire de la nature où la flèche du temps joue un rôle fondamental – nous sommes aujourd'hui capables de dater précisément l'histoire des climats sur cent cinquante mille ans, progrès extraordinaire –, essayer de raisonner en terme d'équilibre, il n'y a que la discipline a-historique, a-topique et antisociale par excellence, que le *main stream economics* qui en est capable. Cette durabilité exprimée en termes d'écarts autour d'équilibres est dépassée au plan écologique, et n'a jamais existé au plan socio-économique. Ce terme d'équilibre, par conséquent, ne va pas sans évoquer de mauvaises connotations.

J.W. ■ Il me semble essentiel, dans les discussions actuelles en matière d'environnement, de bien faire comprendre que, même en économie, la pensée n'a pas à être prisonnière des limites d'outils datés. Les outils ont considérablement évolué. Ils rattrapent à l'heure actuelle la pensée et parfois même la précédent.

Il ne s'agit pas de désavouer tous les outils modernes, mais de condamner une épistémologie au travers de ces outils. Il ne s'agit pas de réprover l'ingéniosité déployée dans la construction de modèles ou l'ingéniosité de tel ou tel algorithme. Je me bats contre une mauvaise utilisation de ces instruments parce qu'elle n'est pas fondée sur une épistémologie qui s'inscrive dans tout ce qui est social au sens le plus large du terme, et les rapports de l'homme et de la nature sont également des rapports sociaux ; après tout, la culture n'est qu'un médiateur entre les sociétés humaines et la nature...

4. Wassily W. Leontieff. Né en 1906, inventeur des matrices d'échanges interindustrielles qui sont à la base des comptabilités nationales, Prix Nobel d'Économie 1973.

5. United Nations Development Programme, 1981 : *In defence of the earth. The basic texts on environment*, Founex, Stockholm, Cocoyoc, UNDP, Nairobi.

6. Voir encadré.

7. Walt W. Rostow, 1960. *The stages of growth ; a non communist manifesto*. Ed. Cambridge Univ. Press. VF : 1962. *Les étapes économiques de la croissance*, Éditions du Seuil.

8. Georgescu-Roegen N. (1971). *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard Univ. Press.

9. Daly H., J.B. Cobb Jr. (1989). *For the Common Good. Redirecting the Economy toward Community, the Environment and Sustainable Future*, Boston, Beacon Press.

10. Peter M. Vitoušek et al. (1986). *Human appropriation of the Products of Photosynthesis*, *BioScience* (34), n° 6, 368-373. Sur le même sujet, cf. John Bongaarts, 1994. *L'humanité mangera-t-elle demain*, *Pour la Science*, n° 199, Mai, 40-46.

POUR UNE ÉCONOMIE ANTHROPOLOGIQUE

J.W. ■ Est-ce à dire que l'économie de l'environnement ne peut-être qu'une analyse des relations entre les hommes à propos des choses, dont celles de la nature ? Autrement dit, qu'elle devrait être une anthropologie économique ?

Tout en reconnaissant l'énorme dette que j'ai envers l'anthropologie économique, je pense qu'au plan épistémologique nous devrions nous efforcer de construire une économie anthropologique et reprendre l'analyse des économies réelles avec les méthodes et l'esprit de l'anthropologie. Nous patageons en économie parce que nous raisonnons à partir de modèles simplifiés sans les avoir vérifiés, toute la discussion portant sur le raffinement de ces modèles de comportement sans que l'on ait observé quels sont les comportements réels. L'économie domestique, même dans les pays industrialisés, représente cinquante pour cent du temps de travail de la société ; or elle est complètement marginalisée par rapport à l'économie monétaire. Parce que les économistes ne savent pas la quantifier. Il est évident que l'on ne peut quantifier par le prix du marché le produit auto-produit au risque d'aboutir à des absurdités ; il est également évident que l'on ne peut imputer des salaires de marché au temps des activités domestiques parce qu'on en viendrait à d'autres incohérences, les mêmes que celles auxquelles ont abouti les économistes qui ont essayé d'appliquer la rationalité weberienne¹¹ à l'étude des économies paysannes.

Nous ne savons pas comment quantifier cette activité économique hors marché ; aussi les économistes la délaissent. Elle fait pourtant partie de l'économie réelle au même titre que les marchés interconnectés. Le tout étant panaché par des interventions directes et indirectes de l'État. Il faudrait tout d'abord décrire ce cadre, dans sa pluralité substantive, et raisonner ensuite à partir de cette description. D'autre part il faudrait introduire le problème des seuils de changements de comportement, qui demandent malheureusement une étude *ex-post*. Il est très difficile d'anticiper les seuils de changement de comportement et plus d'une politique s'y est cassé

le nez. On est tributaire de l'anthropologie économique lorsqu'on tente d'étudier comment certaines incitations produisent des résultats opposés selon le contexte culturel dans lequel elles sont effectuées. J'augmente le prix du poisson et mes pêcheurs réduisent de cinquante pour cent l'offre, parce qu'ils ne produisent pour le marché que le strict nécessaire pour payer le sel et leurs impôts ; j'augmente le prix du poisson et je vois l'offre croître parce que ce sont des pêcheurs qui travaillent dans l'optique d'une économie marchande. À quel moment ce seuil est-il franchi ? Ce sont des questions essentiellement anthropologiques.

Revenons à l'économie anthropologique, description d'une économie, description des comportements et des seuils de changements des comportements ; introduction dans cette économie, y compris dans les théories du développement, du singulier biographique. Les sociétés ne créant que des obstacles ou des opportunités, en dernière instance, existe un élément individuel qu'on n'a pas le droit de perdre. Réfléchir en terme de styles de vie qui se composent d'un assemblage de modes d'emploi du temps et de consommation de biens et de services obtenus à travers le marché ou auto-produits. Se rendre compte que ces décisions qui paraissent en dernier lieu individuelles, sont en partie conditionnées par le système axiologique qui a tendance à projeter le poids vivant du passé. Nos axiologies ne sont pas constamment mises à jour.

Au fond, nous vivons encore dans des sociétés qui sont édifiées autour de ce pivot central qu'est le père de famille travaillant six jours sur sept alors que cela ne correspond plus à grand chose.

Injecter là-dedans une réflexion institutionnelle, puisque ces choix individuels et collectifs se font à l'intérieur de certaines institutions et se rappeler que toute utilisation du temps entraîne l'occupation d'un espace organisé. Il me faut une maison pour dormir, un atelier pour travailler, un chemin dans la forêt pour m'y promener, etc.

Recomposer ; faire du développement un concept central ; subordonner ce développement au triple critère de l'intérêt social

de ce que l'on propose, de sa viabilité écologique et de l'efficacité économique, celle-ci étant comprise au niveau macro-social et non au niveau micro-entrepreneurial.

Resituer cela dans ce cadre complexe des temps-espaces du développement, où il y a de la place et pour l'institutionnel et pour le biographique. Cela demande une reconstruction de la théorie du développement dans un esprit d'économie anthropologique, dont la tâche à venir serait de dépasser l'économie écologique.

Ne pas se contenter de l'analyse des rapports entre l'économie et l'écologique d'un côté, et de l'autre le social et l'économique mais reconstruire un champ global, total, dans un esprit anthropologique et également historique puisque le développement n'est pas un état final vers lequel nous tendrions. Le développement est un processus qu'il faut gérer. J'envisage ainsi l'étape suivante du débat, l'écodéveloppement n'ayant été qu'un déblayage préliminaire.

MARCHÉS FICTIFS, DIVERSITÉ, ENVIRONNEMENT

J.W. ■ Vous dites que l'on ne peut évaluer le travail domestique à son prix de marché ; que dire alors de l'évaluation monétaire des biens non marchands, notamment l'environnement, par l'invention de marchés fictifs ?

C'est ce que Witold Kula démontrait à partir de l'exemple des paysans au Moyen Âge : dès que l'on commence à quantifier leur production de subsistance en termes monétaires, on aboutit à ceci que la paysannerie aurait vécu pendant des millénaires en déficit permanent. Cela signifie que les concepts que nous utilisons sont erronés en ce qui concerne cette quantification. Et cela est patent dans tout le débat sur l'environnement.

J.W. ■ L'enjeu politique est important. Songeons à cette volonté de conférer une valeur monétaire à l'éléphant... Que se cache-t-il derrière cette volonté d'octroyer des valeurs monétaires à des éléments de la nature sachant qu'elles ne sont exprimées que par des touristes étrangers issus des classes aisées de leur pays respectifs^{12,17}

Avant d'en venir à l'éléphant, observons l'homme ! Qu'est-ce que cela peut bien signifier d'attacher un prix monétaire à la vie

d'un homme ? Qui nous donne le droit d'évaluer la vie d'un Indien au cinquantième de la vie d'un Américain lorsqu'ils meurent tous deux victimes de la même pollution, provoquée par le même accident, dans deux usines qui appartiennent au même propriétaire ?

J.W. ■ Un économiste évaluateur de la vie répondrait que le sens de ce genre de valeur monétaire consiste à évaluer le minimum qu'une société donnée doit consentir pour préserver la vie d'un de ses citoyens. Supposons que l'on admette en Europe que la vie humaine vaut au moins 1,7 million d'écus, demain on viendra nous voir en nous demandant : « quel prix attachez-vous à la liberté » ? Et si nous répondons que nous donnerions notre vie, l'enquêteur marquera sur son cahier que notre « consentement à payer » est de 1,7 million d'écus. Quant à notre consentement à recevoir...

On peut inventer plus d'une histoire amusante à propos du consentement à payer. La valeur de consentement à payer d'un habitant de Neuilly pour ce qui est de l'entretien de la forêt de Fontainebleau est probablement nul, puisqu'il a sans doute la possibilité de passer sa fin de semaine dans une de ses propriétés. Une réponse, donc, qui ne mène à rien. Le concept du consentement à payer est un artifice complètement irréal sur lequel on ne peut raisonner. Ce qui nous mène, de façon plus générale, au problème du référent monétaire.

J.W. ■ C'est un jugement sans appel pour l'usage des consentements à payer comme fondement pour l'établissement de politiques environnementales à long terme...

Absolument. Cela m'apparaît comme un jeu d'esprit pour rester fidèle à un certain corpus de littérature économique, qui passe ensuite dans la pratique.

J.W. ■ Les jeux de l'esprit sont généralement peu dangereux, sauf s'ils sont légitimés par des tribunaux et des organisations internationales.

Lorsqu'un jeu d'esprit devient une règle de gestion... Prenons l'exemple des marchés fictifs ou quasi fictifs. À quoi vont mener l'achat de permis pour polluer à condition de dépolluer à concurrence de la pollution locale dans un autre endroit ? À arracher toutes les

rizières d'Asie du sud parce qu'elles sont fortement productrices de méthane et d'un faible coût à l'achat, quitte à provoquer la mort de bon nombre de thaïlandais ?

Si je crée localement un marché de droits entre les entreprises d'un endroit, c'est compliqué, mais je veux bien. Mais dès l'instant où l'on raisonne à l'échelle planétaire, cela devient extrêmement dangereux. Nous sommes ramenés à la position que l'opinion publique, malheureusement, a adoptée face à la forêt amazonienne : « qu'on n'y touche pas afin qu'elle serve de filtre aux gaz d'échappement de nos véhicules ».

J.W. ■ Pureté en deçà des Pyrénées, diversité au-delà ?

L'écodéveloppement renvoie à une double diversité, la diversité biologique et la diversité culturelle. Il est donc aux antipodes de la tendance actuelle à l'homogénéisation et à l'utilisation, à l'échelle mondiale, de concepts et de politiques uniformes. Il y a là un double danger : violer cette diversité qui est sans doute l'une des valeurs fondamentales de cette planète et détruire une diversité qui offre une source possible de stratégies multiples de développement. On s'achemine une fois de plus vers cette idée que la justice dans les rapports consiste à employer les mêmes règles du jeu pour tous les partenaires ; or l'un des acquis du débat des années soixante sur le développement reposait sur ce fait que l'équité suppose des règles de jeux biaisées en faveur du plus faible. Appliquer aux faibles et aux forts les mêmes règles, revient à sacrifier le faible au bénéfice du plus fort.

LE MARCHÉ COMME IDÉOLOGIE, LA MARCHANDISATION DES RELATIONS COMME BUT

J.W. ■ C'est là une variante de l'image de Galbraith¹³ : « le marché libre, c'est la liberté du renard dans un poulailler libre ».

C'est ce constat qui a donné lieu à la naissance de la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement¹⁴.

11. Max Weber, *Histoire économique*, Paris, Gallimard. Pour Max Weber, "l'idéal-type" rationnel correspond à un ordre impersonnel reposant sur une codification précise des normes et des situations, permettant une "rationalisation" des activités.

12. Pour attribuer une valeur monétaire à des éléments de la nature n'ayant pas de marché, on recourt à des enquêtes en demandant ce que les personnes interrogées seraient prêtes à payer (consentement à payer) pour préserver ces éléments, ou ce qu'il faudrait les payer (consentement à recevoir) en échange de la disparition de ces éléments. Dans les PVD, c'est aux touristes étrangers et aux opérateurs touristiques, que les questions sont posées jusqu'ici, non aux paysans locaux. Brown G. et Wes H. (1989). *The economic value of the elephant*, LEEC paper 89-12, Londres, IIED. Pour un exposé général, Desaignes B., Point P. (1993). *Économie du patrimoine naturel : la valorisation des bénéfices de protection de l'environnement*, Paris, Économica.

13. Galbraith J.K. (1986). *L'ère de l'opulence*, Trad. A. R. Picard, Paris, Calmann-Lévy. (*The Affluent Society*, 1958, 1969, 1984)

14. Créée en 1964 par l'Assemblée Générale des Nations unies, la CnuCED compte 167 pays. Elle a pour but d'accélérer le développement économique des pays du tiers-monde, notamment par une maîtrise des échanges internationaux. Elle fut créée du fait de la méfiance des pays en développement à l'égard du Gatt.

Aujourd'hui, la Cnuccd est édentée, et le Gatt¹⁵ triomphant, avec un cynisme complet puisque, en célébrant la victoire de l'*Uruguay round*, tous nos médias ont tenu à souligner que nous nous sommes dotés de moyens pour lutter contre le *dumping*¹⁶. On a inventé depuis peu ce concept, scandaleux, du *dumping social*, qui revient à décider à quel moment j'accuse mon partenaire, dont le salaire est plus bas que le mien, de *dumping social*. Nous nous dotons d'instruments pour pratiquer le protectionnisme à la carte. Tout ceci est réalisé au nom de principes d'universalité, de globalisation et relève d'un même état d'esprit : laisser la main de plus en plus libre aux forts pour qu'il remodèlent la planète à leur guise.

J.W. ■ Que dire du rôle régulateur du marché à différentes échelles ?

Comment le marché pourrait-il tenir compte du long terme ? D'emblée on remarque des divergences quant aux échelles de temps. L'économie formalisée parle d'une échelle de vingt ans, et encore ! L'entreprise, hormis les cas de planification d'une stratégie à moyen terme, est scandée par trimestre ou par année puisque le chef d'entreprise doit présenter des résultats à ses actionnaires, et qu'il subordonne à cette exigence de résultats immédiats toutes ses décisions. Que dire du temps de l'écologie qui se mesure en siècles, et en millénaires... Tenter d'appréhender le long terme avec des outils conçus pour le court terme, prendre des décisions à long terme à partir des variations conjoncturelles de la situation, devient absurde. Des gens aussi sérieux que Tinbergen, prix Nobel d'économie, respecté dans le courant dominant, sont catégoriques : il n'y a pas de possibilité de gérer l'environnement sans introduire un système de régulation de l'économie de marché qui ne se satisfait pas des mécanismes du marché pur. Une entreprise livrée à elle-même est parfaitement en état d'externaliser tous ses coûts sociaux et écologiques pour internaliser d'autant plus de profit.

J.W. ■ Le jury du prix Nobel pense que Gary Becker¹⁷, d'une part et les historiens économistes d'autre part, auraient réalisé l'unité des sciences sociales sous la bannière de l'économie...

Vous touchez un point sensible : Becker est ma bête noire. Il fait de l'impérialisme économique sur l'ensemble des disciplines et de la réalité sociale. Il ne s'agit pas de généraliser le calcul économique, au contraire. Il faut le resituer dans ses limites réelles et exactes ; montrer les limites du quantitatif et revenir au qualitatif ; ne pas faire du quantitatif artificiel, à tout prix, et de la capacité de quantification un critère de pertinence du raisonnement et de l'action. Certains des facteurs pertinents ne sont pas quantifiables, comme « le coefficient de résistance d'un gouvernement à baisser la consommation », employé par Kalecki dans sa théorie de la croissance. Surtout après la tentative malheureuse du Programme des Nations unies pour le Développement de construire une fois de plus un « indice du développement humain »¹⁸. Jamais un pilote n'accepterait de piloter le Concorde avec un seul instrument. Dans une société aussi complexe que la nôtre, où l'on assiste à la fois à des problèmes de globalisation partielle et de fragmentation, comme on n'en a pas vus depuis très longtemps – des pays qui s'émiettent, des guerres d'un type que l'on croyait à tout jamais disparu – prétendre que l'on peut résumer le problème du développement à un indice synthétique est absurde. Il faut donc apprendre à manier un tableau de bord complexe, avec une batterie d'indicateurs sociaux, économiques, écologiques, culturels etc., et à reconnaître que certaines choses ne peuvent être présentées sous forme d'indicateurs quantifiés. On assiste d'une part à ces tentatives de mise en place d'indicateurs et d'autre part à un jeu perfide qui revient à traiter la marche historique de l'humanité comme un championnat de football où il importe de connaître le classement mondial, comme si cela détenait une quelconque importance. Au lieu d'analyser les progrès ou la régression de chaque pays par rapport à sa situation antérieure, on se consacre essentiellement à des comparaisons internationales qui sont fondées d'une part sur des chiffres, des moyennes discutables et d'autre part sur le passage à un dénominateur commun encore plus discutable, à travers les taux de change, le dollar.

On s'habitue à des réductionnismes qui sont intenable. La première nouvelle, ou presque, qu'on me propose le matin lorsque j'ouvre ma radio, concerne l'évolution de la bourse de Tokyo, la dernière nouvelle que j'entends le soir, ce sont les cours de Wall Street. Je suis un citoyen raisonnablement cultivé, je m'intéresse à la marche de ce monde, personnellement et professionnellement ; pourtant je ne suis jamais parvenu à comprendre ce que ces deux nouvelles apportent à ma journée de Parisien, et pourquoi elles sont tellement importantes. Jamais je n'accepterai cette idée : que la bourse se porte bien et que le cours de change de ma monnaie reste fort, signifie que la société dans laquelle je vis est en bonne santé. Fort de ces deux indicateurs je pénètre dans le métro et me voilà confronté à un autre indicateur : le nombre de gens qui viennent demander un secours. Et, suivant Galtung, économiste norvégien, je pourrais aussi bien me servir d'un tout autre indicateur : « le bonheur d'une société se mesure au nombre de fois qu'une personne sourit dans une journée ». Nous sommes face à une double aberration, la quantification outrancière, le monétarisme, et un bourrage de crâne qui consiste à convaincre les gens du fait que tout ira mieux pour eux si les spéculateurs à la bourse gagnent beaucoup d'argent dans leur journée.

Nous assistons à une entreprise idéologique, dans laquelle la marchandisation joue un rôle majeur et qui a plusieurs fers de lance : on assiste à une tentative d'homogénéisation des styles de vie. Un pays comme l'Inde évolue vers une politique, à la brésilienne, de prise en charge des désirs, des aspirations de consommation d'une minorité, cependant forte de cent à deux cent millions d'âmes et qui représente un marché extraordinaire. On pourrait, tout en n'atteignant que cette minorité, multiplier par cinq, voire par dix, le nombre de téléviseurs. Ce qui représenterait plusieurs dizaines de millions de postes de télévision. Et ces gens sont soumis à un matraquage quotidien pour que leur vie consiste à adopter des styles de consommation des pays du Nord, version hollywoodienne dans la mesure du possible : on tente de sub-

stituer une société d'abondance à une société conservatrice. On tente actuellement de les homogénéiser culturellement pour rendre cette marchandisation possible avec des économies d'échelle dans les produits industriels dits durables dont la durabilité est d'ailleurs manipulable par l'obsolescence programmée. Il y a donc une action culturelle, une intégration dans le marché mondial, qui se fait par

ce biais, et le prix à payer est la marginalisation de deux tiers, trois quarts ou quatre cinquièmes de la population qui restera en dehors de ce système. Le marchandisage devient l'objectif même de la société de l'avenir. Le futur, c'est le marchandisage total de nos consommations. Je conteste le rôle du marché en tant que grand rationalisateur du processus de développement.

IGNACY SACHS

Il naît à Varsovie en 1927. Après des études primaires en Pologne et en France et des études secondaires au Brésil, il y passe le baccalauréat français en 1946 et poursuit des études supérieures d'économie et statistiques, avant de préparer un Ph.D. d'économie à Delhi en 1961, puis un Doctorat d'État à Varsovie en 1962.

D'abord enseignant à Varsovie où il dirige le centre de recherches sur les économies sous-développées de Varsovie, il devient directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris en 1968. Il y fonde et dirige de 1973 à 1984 le Centre international de recherches sur l'environnement et le développement (Cired). A partir de 1985, il est Directeur du centre de recherches sur le Brésil contemporain et responsable de la formation doctorale de socio-économie du développement.

Depuis le séminaire international de Tokyo sur les sciences sociales face au défi de l'environnement, en 1970, Ignacy Sachs n'a cessé de développer des recherches tendant à montrer qu'environnement et développement sont les deux faces d'une unique question, celle du devenir des relations sociales dans un monde inéquitable, aux richesses inégalement réparties et aux ressources inégalement (sur)exploitées. Conseiller du secrétariat des Nations unies, il participe activement à la préparation des grandes conférences sur l'environnement et le développement, de Stockholm à Rio de Janeiro. Membre du Groupe interministériel pour l'évaluation de l'environnement, il préside le groupe

de travail Nord-Sud du Commissariat Général du Plan. Il collabore avec l'Unesco, le Pnuce, la Cnuced et la Cepal, pour lesquels il rédige plusieurs rapports et dirige plusieurs missions en Amérique Latine et en Asie. Il donne des enseignements dans de nombreuses universités des cinq continents.

Quelques publications d'Ignacy Sachs en Français parmi 20 ouvrages et 300 articles en français, anglais, polonais, portugais, espagnol et italien publiés depuis 1968 :

QUELQUES PUBLICATIONS

1971 : *La découverte du Tiers-Monde*, Paris, Flammarion.

1974 : Environnement et styles de vie, *Annales, Sociétés, Civilisations*, n° 3, mai-juin, 553-570.

1976 : *L'homme et son environnement ; de la démographie à l'écologie*, (codirection avec P. Samuel et Y. Gauthier), Paris, CELP.

1977 : *Pour une économie politique du développement : études de planification*, Paris, Flammarion.

1981 : *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions Ouvrières.

1984 : *Développer les champs de planification*, Paris, Université Coopérative Internationale, série cahiers de l'Uci, n° 2.

1993 : *L'écodéveloppement, stratégies de transition vers le XXI^e siècle*, Paris, Syros.

15. Le Gatt, *General agreement on tariffs and trade*, a été créé en 1947 par 40 pays. Il ne fait pas partie des institutions des Nations unies, à l'inverse de la Cnuced. Son objectif est la recherche d'un libre-échange généralisé. Le Gatt a connu 8 rounds depuis sa création, le dernier étant l'*Uruguay round*, qui s'est terminé au Maroc en 1994. On peut prévoir que le prochain round portera sur le respect des conventions environnementales dans le commerce international.

16. On parle de *dumping* lorsqu'une firme vend ses produits, généralement à l'étranger, bien en dessous de leur valeur réelle, soit pour y acquérir des parts de marché, soit pour pouvoir vendre ces produits plus cher sur son propre marché. La notion de *dumping* social recouvre l'idée que les produits du tiers-monde seraient écoulés à bas prix dans les pays riches en raison de l'absence de couverture sociale dans ces pays. À l'inverse, les produits chimiques et médicaments interdits dans les pays riches sont fréquemment écoulés en dessous de leur coût dans les pays pauvres, sans que le Gatt en soit ému...

17. Gary Becker, économiste américain, prix Nobel 1992. A tenté de montrer que l'analyse économique était applicable à tous les domaines de l'existence, qu'il s'agisse de l'amour, de la drogue, de la criminalité ou de la famille. Tout comportement, y compris le "coup de foudre" serait le résultat d'un calcul rationnel comparant les coûts aux bénéfices escomptés.

18. Depuis 1990, le Pnud calcule un Indicateur du Développement Humain. L'IDH s'appuie sur la santé, exprimée par l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes et le nombre d'années d'études, le PIB par habitant. L'IDH est censé permettre de classer les pays sur une base socio-économique, sur une échelle allant de 0 pour le mieux loti, à 1 pour le plus défavorisé. Cf., chaque année, *L'État du Monde*, publié par le Pnud.